NOVEMBRE 2017

AGIR

LE MAGAZINE DE L'ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE

HEKS
EPER

RÉFUGIÉS SYRIENS
À L'ABRI DES BOMBES MAIS DÉNUÉS DE TOUT

CLAUDE RUEY
Bilan après 15 ans à l'EPER

CRISE SUD-SOUDANAISE
Cruel besoin d'eau

CONSTRUIRE DES PERSPECTIVES

© EPER/Patrick Gilliéron Lopreno

Magaly Hanselmann
Secrétaire romande

Cette fin d'année est marquée par plusieurs catastrophes humanitaires. Depuis la fin du mois d'août, un demi-million de Rohingyas, la minorité musulmane de Birmanie, se sont réfugiés au Bangladesh voisin. L'Afrique est touchée par la plus grande famine depuis des décennies. Au Soudan du Sud seulement, quelque 4 millions de personnes ont fui la guerre. Plus d'un million d'entre elles se sont enfuies en Ouganda où se trouve désormais le plus grand camp de réfugiés du monde, à Bidibidi.

Dans le camp de Chatila, à Beyrouth, les conditions de vie sont des plus précaires : avec la pénurie de logements, certaines familles en sont réduites à vivre dans des garages sans fenêtre ou des immeubles inachevés. Le quotidien est fait de pénurie d'eau et de loyers surévalués, ce qui laisse aux familles à peine de quoi acheter de la nourriture ou des articles ménagers courants.

Quand la situation atteint de tels niveaux de gravité, comment contribuer à une amélioration visible et durable ? Cette question est au centre de notre travail sur le terrain, que ce soit en Suisse ou à l'étranger. L'EPER conclut cette année l'aide humanitaire qu'elle avait mise en place dix jours après le passage du cyclone Haiyan, qui a dévasté les Philippines en 2013. Une occasion nous est ainsi donnée d'illustrer les mesures réalisées et leur impact concret en faveur des familles touchées.

Cette fin d'année est également l'occasion de rendre hommage à notre président. Claude Ruey quitte le Conseil de Fondation de l'EPER après 15 ans d'engagement sans faille. Libéral et humaniste, il a fait bénéficier l'EPER de son envergure politique, de son habileté intellectuelle, de son exigence en termes de professionnalisme et de ses racines chrétiennes. Il aura permis à l'EPER de renforcer et développer ses activités pour donner une voix aux sans voix. En réponse à son bilan à lire en page 4-5, c'est à nous de lui dire : reconnaissance et gratitude !

DANS CE NUMÉRO

3 Intégration
Nouveau projet d'interprétariat

4 Interview
Claude Ruey

6 Campagne nationale : focus sur le Liban
Loin des bombes mais privés de tout, quel espoir ?

8 La détresse des familles de Chatila

12 Aide humanitaire
Soudan du Sud : 4 millions de Sud-soudanais ont fui la guerre civile

17 Philippines : les Philippins ont rebondi après le passage d'Haiyan

20 Brèves et agenda

AGIR N° 28
NOVEMBRE 2017
ISSN 2235-0772
Paraît 4 fois par an

COUVERTURE PHOTO
Christian Bobst, famille vivant dans le camp de Chatila

ÉDITEUR
Entraide Protestante Suisse (EPER)

RESPONSABLE
Olivier Graz

RÉDACTION
Joëlle Herren Laufer

PHOTOS
Anne Geiger

GRAPHISME ET ILLUSTRATIONS
superhuit.ch

IMPRESSION
Jordi Belp

TRADUCTION
Nassima Rahmani

TIRAGE
15 000 exemplaires

ABONNEMENT
CHF 10 déduits une fois par an de vos dons

ADRESSE
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne
Téléphone 021 613 40 70
Fax 021 617 26 26
www.eper.ch
info@eper.ch

CP POUR LES DONS
10-1390-5

NOUVEAU PROJET D'INTERPRÉTARIAT

Démarrée en octobre 2017, la formation intensive d'interprétariat de l'EPER permettra d'augmenter le nombre d'interprètes communautaires dans les principales langues du domaine actuel de l'asile en Suisse.

Texte : Joëlle Herren Laufer
Photo : Yves Leresche

En raison des flux migratoires actuels et de la restructuration du domaine de l'asile, la Suisse romande souffre d'une pénurie d'interprètes communautaires permettant la compréhension entre les personnes immigrées et les professionnels lorsqu'il n'existe pas de langue commune. L'association faîtière INTERPRET a donc lancé un appel auquel l'EPER a répondu. Forte de son expérience avec ses projet suisses alémaniques MEL et Linguadukt, elle a lancé une formation intensive d'interprétariat à Lausanne en octobre 2017.

Ce nouveau dispositif vise à mener rapidement des personnes de langues d'interprétariat très demandées – tigrinya, dari, kurde kurmanci, somali pour ne citer qu'elles – qui parlent déjà bien le français à l'obtention du certificat INTERPRET en interprétariat communautaire.

Reconnaissance certifiée

La formation dure deux mois. Elle aborde les modules « Interprétariat communautaire en situation de trialogue » et « Orientation dans les domaines de la formation, de la santé et du social ; une première étape pour se spécialiser dans l'interprétariat juridique, en particulier de l'asile, pour lequel une forte demande est attendue dans les langues ciblées. « Je suis très motivée pour obtenir une reconnaissance officielle d'une fonction que j'exerce déjà bénévolement depuis longtemps », explique Tharany, infirmière sri lankaise.

Au-delà de la simple traduction, la fonction d'interprète communautaire consiste à faire des parallèles entre des réalités différentes entre les pays de provenance et la Suisse. Si un suivi psychologique est, par exemple, préconisé par un médecin et que la personne bénéficiaire s'offusque en disant qu'elle n'est pas folle, il faut contrer ce stéréotype en expliquant que cette indication ne signifie pas qu'on est fou.

S'en tenir à son rôle d'interprète

Cet effort de transposition est primordial. A l'inverse, il est demandé aux interprètes communautaires, souvent motivés par l'idée d'aider, de ne pas interpréter les demandes des bénéficiaires en reformulant à leur place ou en supprimant de l'information. « L'interprète a une grande responsabilité. Il doit apprendre à être précis et à s'en tenir à son rôle d'interprète », conclut Nicole Weiss, formatrice responsable.

« PROFESSIONNALISME ET VALEURS VONT DE PAIR »

Claude Ruey quitte l'EPER après 15 années d'engagement en tant que membre du conseil de fondation de l'EPER, dont dix comme président. C'est une page qui se tourne avec le départ de cet avocat et politicien romand qui plaidait volontiers la cause de l'œuvre d'entraide dans les médias.

Interview : Dieter Wüthrich et Joëlle Herren Laufer
Photo : Walter Imhof

Quinze ans d'engagement au sein de l'EPER, ce n'est pas rien. Que vous a apporté cette fonction ?
Beaucoup de satisfactions ! Quand on aime rencontrer les gens, on y trouve beaucoup de plaisir et d'intérêt. Ça a, en particulier, été très riche avec les collaborateurs et les bénéficiaires sur le terrain.

Vous aviez donc ça dans les gènes ?
J'appartiens à une famille avec un sens aigu du service où l'on a toujours accueilli l'étranger et j'ai de tout temps été sensibilisé aux questions de la coopération au développement. Etudiant, j'ai participé à la campagne des Jeunes contre la faim. Plus tard, je m'y suis aussi intéressé politiquement.

Votre engagement politique était-il compatible avec ces valeurs ?
J'avais et j'ai encore une vision économique libérale qui m'empêchait d'être d'accord avec certaines théories tiers-mondistes. Dans l'intervalle j'ai évolué, car c'est plus complexe que je ne le pensais. Mais les libéraux auxquels j'appartenais défendaient une responsabilité sociale avec un lien important à l'Eglise : ce sont eux qui ont créé les premières allocations familiales. J'aime à dire que c'est seulement en créant des richesses que l'on peut développer le social.

Pourquoi avoir choisi l'EPER ?
Quand j'ai quitté le Conseil d'Etat du canton de Vaud, j'ai annoncé que je souhaitais m'engager pour une cause sociale et humanitaire. Le lendemain, le Conseil synodal m'a proposé de choisir entre l'EPER et Pain pour le prochain. J'ai choisi l'EPER car je trouvais qu'elle faisait du bon travail en Suisse et à l'étranger, mais aussi parce que j'avais accueilli quelques mois un responsable malgache venu en Suisse via l'EPER.

Quelles sont vos relations avec l'Eglise ?
Mon engagement entre complètement dans ma démarche spirituelle. Je cite volontiers Mathieu 25 : « Tout ce que vous avez fait au plus petit de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait », qui traduit l'idée de mission à remplir vis-à-vis des autres, même s'il ne s'agit pas de travail missionnaire. A l'EPER, nous travaillons avec tout le monde, quelle que soit sa religion. Nos valeurs nous viennent de nos fondements spirituels – nous ne sommes pas Swissaid ou Helvetas – tout en étant indépendants des Eglises.

Quelles ont été les grandes réalisations de l'EPER ces dernières années ?
Il y a eu un grand développement du volume d'affaires, faisant passer le budget global de 55 millions à 76 millions ces dix dernières années. Ce n'est pas l'aspect financier qui est primordial, mais cela permet d'aider plus largement ; c'est ainsi que nous avons aujourd'hui plus de 1,3 millions de bénéficiaires en Suisse et dans le monde. On a aussi élaboré des stratégies pour mieux définir notre action. On a consolidé le Secrétariat romand en le rendant autonome ; il y a eu une augmentation du nombre de collaborateurs de 150%, qui s'est aussi concrétisée par l'ouverture d'un bureau à Genève. On s'est encore plus spécialisé dans la défense et l'intégration des réfugiés et des migrants avec des projets novateurs. Et finalement, on a fait très fort avec « Offrir son aide ». Sans oublier que nous disposons d'un nouveau logo avec la double appellation HEKS/EPER. On progresse constamment dans le professionnalisme, tout en conservant nos valeurs.

En quoi avez-vous fait la différence, vous Claude Ruey, en plus d'être médiatique ?
J'ai apporté une expérience institutionnelle et de gouvernance, en donnant au conseil un rôle plus important aux niveaux stratégique, juridique et organisationnel, sans toutefois intervenir dans les travaux de détail. On m'a aussi remercié pour les bonnes relations avec l'Eglise.

Vous avez eu l'occasion de visiter plusieurs pays de l'EPER, lesquels vous ont particulièrement marqués ?
J'ai profité de vacances ou de mandats professionnels à l'étranger pour visiter

Claude Ruey, président sortant du conseil de fondation de l'EPER

des projets. Au Cambodge, j'ai le souvenir d'une rencontre très chaleureuse avec une famille de petits paysans. En Arménie, j'ai été marqué par la rencontre avec un évêque qui nous a confié ses craintes liées aux conflits avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. En Ethiopie, un membre de notre bureau local m'a subtilement rappelé que son pays n'avait pas que des besoins matériels, mais aussi des besoins spirituels. Je ne parle même pas d'Israël/Palestine où j'ai pleuré en sortant du check-point à Bethléem après qu'un jeune juif espagnol observateur de la paix m'a dit se battre pour les droits humains alors même qu'il avait subi de l'antisémitisme enfant. Une telle pression, un tel engagement, ça me touche.

Pensez-vous que l'action de plaidoyer de l'EPER est importante ?
Oui ! Parce que l'on doit donner une voix aux sans-voix. C'est tout particulièrement vrai aujourd'hui en Suisse où l'UDC tient l'agenda. Mais tout le problème est de plaider des causes là où nous sommes compétents, comme en matière d'asile, pour ne pas perdre notre crédibilité.

L'EPER est l'œuvre d'entraide des églises protestantes. Comment allier ces valeurs aux perspectives futures, notamment de croissance, de l'EPER ?
Alors que les Eglises se vident, les œuvres d'entraide sont les dernières organisations réformées qui ont encore un contact avec l'ensemble de la population. Nous représentons ainsi une vision des valeurs dans la société ; des valeurs qui font partie de notre génétique. Ces racines peuvent nous donner de la crédibilité ou nous mettre sur le carreau. On doit donc les reconnaître sans en être prisonnier.

De quoi l'EPER a-t-elle le plus besoin maintenant ?
De stabilité et de continuité, mais aussi de créativité et d'innovation. On ne peut survivre que si l'on est flexible, agile et si l'on s'adapte. Reste à savoir quelles alliances trouver. Notre nouvelle stratégie vise une certaine croissance sans être utopique.

Cette croissance prônée dans la stratégie 2018-22 n'est-elle pas en contradiction avec notre fameux adage « Petits moyens, grands effets » ?
Tous les spécialistes de l'aide s'accordent à dire que si l'on veut exister avec professionnalisme tout en conservant des frais généraux bas, on doit avoir un grand volume. L'idée n'est pas de croître pour croître mais d'avoir plus de bénéficiaires pour pouvoir être plus efficient et ne pas disparaître.

En arrêtant votre mandat, vous allez pouvoir dégager du temps. A quoi allez-vous le consacrer ?
Si je retire un 30 % de mes 60 heures hebdomadaires cela fera 20h de moins ! C'est une bonne chose car ma femme a arrêté la politique, j'ai 68 ans et je m'occupe encore de Visions du Réel, festival international de films de Nyon comme président exécutif à 50% ainsi que d'autres mandats dont ProCinéma. J'aurai plus de temps pour lire et j'ai encore l'intention de voyager. J'aimerais bien aller visiter les chrétiens du Moyen Orient par exemple.

En conclusion, quel est votre ressenti face à ces 15 années au sein du conseil de l'EPER ?
Reconnaissance et gratitude ! J'ai eu la chance de côtoyer des gens engagés et de qualité, tant sur le terrain que dans les bureaux, avec qui j'ai eu d'excellents contacts.

LOIN DES BOMBES MAIS PRIVÉS DE TOUT, QUEL ESPOIR?

Des millions de personnes ont dû fuir la guerre brutale qui se déroule en Syrie ; plus d'un million se sont réfugiées au Liban voisin. Près de Beyrouth, dans le camp de Chatila, 22 000 réfugiés s'entassent sur un périmètre des plus restreints.

Ces personnes sont à présent à l'abri des bombes, mais leur destin reste sombre : de nombreuses familles sont coincées à Chatila sans perspectives d'emploi ni de formation, sans accès correct à des soins médicaux et sans perspectives d'intégration sur place – pour autant, leurs chances de pouvoir retourner un jour en Syrie sont très minces. Elles tentent de survivre au jour le jour et gardent espoir malgré leur situation dramatique.

Leïla El Ali et son organisation Najdeh vont à leur secours. Najdeh gère des écoles enfantines et des centres de formation dans le camp de Chatila, rénove les logements délabrés et aide les familles les plus pauvres en leur procurant de modestes revenus en échange de travaux d'intérêt général.

Au vu de l'ampleur du drame des réfugiés, ce soutien peut sembler une goutte d'eau dans l'océan. Mais pour les familles concernées, c'est bien plus que cela. Leïla leur donne une lueur d'espoir dans une zone où les perspectives sont devenues une denrée rare.

Si vous vous demandez à quoi bon faire un don, posez la question à Leïla. Rendez-vous sur le site de la campagne, renseignez-vous sur le travail fourni par Najdeh et posez vos questions à Leïla. Avec un don, vous pouvez faire beaucoup. Petits moyens, grands effets.

WWW.DEMANDEZ-LUI.CH

Leïla El Ali, directrice de Najdeh,
partenaire de l'EPER

LA DÉTRESSE DES FAMILLES DE CHATILA

La population réfugiée du camp de Chatila mène un combat de tous les instants pour survivre. Le soutien de l'EPER et de Najdeh, son organisation partenaire sur place, aide de nombreuses familles à garder une lueur d'espoir dans ce contexte qui nécessiterait un changement politique en profondeur.

Texte : Hanspeter Bigler
Photos : Christian Bobst

Mohammad

« Avec ces 50 dollars d'aide, on n'est pas complètement démuni, cela soulage le budget »

A chaque fois que Mohammad parcourt les ruelles sombres et étroites de Chatila, il ne peut s'empêcher de repenser à sa maison en Syrie – une maison avec un jardin, dans lequel les enfants pouvaient jouer. Ici, pas trace du moindre espace vert. Mohammad Ahmad Ahmad vit à Chatila avec sa femme et leurs six enfants depuis 2013. C'est l'un des plus anciens camps de réfugiés, construit en banlieue de Beyrouth à la suite de la guerre israélo-palestinienne de 1948. Dans les années 70, d'autres réfugiés sont venus accroître la population du camp, sans pour autant que l'infrastructure soit adaptée. Le tristement célèbre massacre de Chatila, en 1982, l'a fait connaître internationalement. Chatila est géré par des réfugiés palestiniens sans aide des autorités libanaises, avec des services publics réduits à leur portion congrue : eau et électricité. « Nous aimerions tellement pouvoir retourner en Syrie, déclare Mohammad. Nous avons tout perdu, cela nous a brisé le cœur. »

Un camp rongé par les moisissures

Peu d'endroits dans le monde sont aussi densément peuplés que le camp de Chatila : 22 000 personnes y vivent sur une surface d'un kilomètre carré. Des pièces, voire des étages entiers sont greffés aux structures existantes dans un chaos total. Les logements sont dans un état déplorable : humides, sombres et rongés par les moisissures. Celui de Mohammad et de sa famille n'échappe pas à la règle. Sa femme Nawal a de l'asthme, comme beaucoup d'autres habitants de ce camp. Il existe bien un dispensaire à Chatila, mais pas d'hôpital. D'ailleurs, les habitants n'ont pas les moyens de se payer un traitement médical.

Pour Nawal, c'est un jour spécial. Elle reçoit la visite de Najdeh, l'organisation partenaire de l'EPER, qui gère un projet d'assainissement des appartements les plus vétustes. L'EPER investit environ 1500 dollars par logement. Cela fait grimper la valeur des habitations, mais les propriétaires s'engagent à ne pas augmenter le loyer et à ne pas expulser les locataires pendant les deux années suivantes. Les propriétaires sont eux-mêmes des réfugiés palestiniens qui vivent dans le camp depuis parfois plusieurs générations. Ces loyers sont souvent leur unique source de revenus. Nawal est inquiète, elle craint que l'argent ne suffise pas à tout réparer. Le toit fuit, et des flaques se forment dans l'appartement. Le personnel de Najdeh traitera ce problème de fuite en priorité. Et pour barrer la route aux rats, terreur de Nawal et de ses enfants, des grilles vont être posées aux fenêtres. Nawal est soulagée.

Privés de droits au Liban

C'est une bonne nouvelle mais Mohammad rentre une fois de plus bredouille de sa journée en quête d'un travail. Il est charpentier de profession. En Syrie, il avait un emploi fixe, mais au Liban, il n'a aucune chance de pouvoir exercer son métier. Le gouvernement libanais a fermé ses frontières aux rescapés de Syrie, ce qui rend les réfugiés comme Mohammad illégaux, sans droit, ni de séjourner, ni de travailler au Liban. S'ils sortent du camp, ils risquent d'être arrêtés et expulsés. Sans surprise, 90% des réfugiés palestiniens au Liban vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Des loyers qui plombent le budget

Chaque famille reçoit de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens un montant mensuel de 100 dollars pour se loger et de 27 dollars par personne pour la nourriture. Ces allocations sont cependant loin d'être suffisantes pour survivre car le loyer d'une petite chambre coûte dans les 200 dollars. Au début, l'EPER distribuait des bons alimentaires. Mais un sondage réalisé par Najdeh a démontré que la question du logement était la principale inquiétude des habitants, surtout des femmes seules avec enfants – 75% des réfugiés syriens – qui redoutent l'insécurité. La garantie d'un appartement est une priorité absolue, quitte à ne pas manger tous les jours. Aujourd'hui, ces familles reçoivent de l'EPER une aide inconditionnelle de 50 dollars.

Travail contre argent

Depuis 2016, l'EPER offre également aux familles la possibilité d'améliorer leur quotidien et de gagner 50 dollars par mois en participant à des travaux ponctuels d'intérêt général. Mohammad va pouvoir travailler cinq fois par semaine pendant deux heures à ramasser les ordures qui s'amoncellent dans

A gauche : Malgré la densité d'habitation, Chatila souffre d'une pénurie de logements et les conditions de vie y sont des plus précaires. En ramassant les déchets, Mohammed gagne de l'argent essentiel à la survie de sa famille et contribue à assainir le camp de Chatila.

A droite : Beaucoup d'enfants souffrent encore de traumatismes liés à la guerre en Syrie.

les rues pour pallier l'absence de services municipaux à Chatila. « Cet argent nous aide énormément, il nous pemet de couvrir une partie des frais. Pour nous, c'est une question de survie. » Au total, l'EPER via Najdeh soutient 1500 familles, soit environ 7500 personnes, dans deux camps de réfugiés au Liban.

Encourager le vivre ensemble

Dans un quartier aussi densément peuplé que Chatila, il n'est pas étonnant que des tensions surgissent, en particulier entre la vieille génération, arrivée au camp suite à la guerre de 1948, et la nouvelle qui a fui le marasme syrien. L'EPER veille donc, dans ses projets, à encourager la communication et l'acceptation mutuelle entre les différents groupes de population. Le ramassage des ordures par les réfugiés de Syrie constitue par exemple une activité qui profite à tous les habitants. Les rénovations de logements sont effectuées par des réfugiés, anciennement ou nouvellement arrivés, pour autant qu'ils fassent partie de la catégorie la plus vulnérable.

Les enfants, une génération sacrifiée ?

Beaucoup d'enfants arrivent au camp traumatisés par la guerre. Ils sont, de surcroît, confrontés à des préjugés humiliants et à l'absence de perspectives ; ils ne bénéficient d'aucun soutien particulier, ni scolaire, ni médical. Mais Mohammad avait-il le choix ? « En Syrie, à chaque fois que les enfants entendaient des tirs ou des bombes, ils s'accrochaient à nous, paniqués. Nous ne savions plus quoi faire. Pour y mettre un terme, nous avons décidé de fuir au Liban. » Même si Najdeh offre différentes aides psychosociales destinées aux enfants, toute une génération risque de grandir sans avoir la moindre chance de s'en sortir, à moins d'un changement de paradigme au niveau politique.

Pour beaucoup, ce départ de Syrie était déjà le second exode dans l'histoire familiale - la guerre de 1948 avait poussé une partie des Palestiniens à se réfugier en Syrie. Du fait des circonstances actuelles, leur situation juridique est un véritable casse-tête. En Syrie, ils avaient un libre accès à l'éducation, aux services de santé et au marché du travail, autant de droits qui leur sont actuellement refusés au Liban. Un drame que Mohammad subit avec une triste lucidité : « Nous n'avons aucune perspective au Liban. La Syrie est notre pays. »

Le Liban a la plus haute densité de réfugiés du monde. Il en compte 1,5 million pour une population de 5,5 millions de personnes.

COMMENT AIDER LES RÉFUGIÉS SYRIENS ?

Faites un don
CCP 10-1390-5,
mention « Liban »

Commandez le film « Les enfants de Chatila - De la Syrie vers l'inconnu » de Barbara Miller, 44 minutes : info@eper.ch ou visionnez-le sur www.eper.ch/chatila

Engagez-vous pour les réfugiés près de chez vous.

www.eper.ch/liban
Petit moyen, grands effets

4 MILLIONS DE SUD-SOUDANAIS ONT FUI LA GUERRE CIVILE

Que ce soit dans leur pays ou en Ouganda, les victimes de la guerre au Soudan du Sud ont tout perdu dans leur exil. Avec ses partenaires locaux, l'EPER gère trois actions humanitaires : deux pour les réfugiés en Ouganda, dans le camp de Bidibidi et à Yei, et une proche de la capitale pour les déplacés internes.

Texte : Joëlle Herren Laufer
Photos : Blaise Kormann

Monika Luba et neuf autres membres de sa famille ont fui les combats au Soudan du Sud en octobre 2016. Ils ont mis deux semaines pour rejoindre la frontière ougandaise et ont dû attendre 15 jours supplémentaires pour pouvoir être enregistrés et acceptés comme réfugiés par l'Office du premier ministre ougandais et le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR). « C'était les plus longues semaines de ma vie, témoigne Monika. Je craignais qu'on nous refoule, j'avais peur pour notre avenir et je ne pouvais oublier ce qu'on nous avait fait subir au Soudan du Sud. » La famille est arrivée épuisée au camp ougandais de Bidibidi.

Exode massif pour fuir les violences

Avec la reprise de la guerre civile au Soudan du Sud en juillet 2016, les massacres, les viols et les ravages de la famine ont repris. Pas étonnant qu'on assiste à un exode massif des Sud-Soudanais. Plus d'un million d'entre eux ont trouvé refuge en Ouganda, 330 000 ont fui en Ethiopie, 73 000 au Kenya, 460 000 au Soudan et 80 000 au Congo. Près de deux millions se sont déplacés à l'intérieur du pays. Et même si le Soudan du Sud ne remplit plus les critères d'extrême urgence, les gens continuent d'affluer. « 550 réfugiés passent encore la frontière chaque jour. Ils étaient 3000 au plus fort de la crise en mai 2017 ! » s'inquiète David Boyes, directeur de l'EPER au Soudan du Sud.

OUGANDA
Eau et latrines dans le plus grand camp du monde

L'EPER est présente dans le camp ougandais de Bidibidi. C'est le plus grand du monde et il a atteint les limites de ses capacités : 272 000 personnes sur 250 kilomètres carrés de terres semi-arides éloignées de tout ! « Nos premiers jours dans le village 7 de la zone 4 étaient extrêmement démoralisants. Il n'y a pas eu d'eau pendant une semaine et il n'y avait pas de toilettes. C'était normal d'aller faire ses besoins dans la nature. Tout était tellement sale et rustique que l'on a tous attrapé la diarrhée et la malaria », poursuit Monika.

ACORD, l'organisation partenaire de l'EPER, a commencé à travailler sur les conditions d'hygiène et l'accès à l'eau en mai 2017 dans des villages de deux zones de ce camp ; ce projet profite à près de 28 000 personnes sur les 106 000 qui y résident, réfugiés et locaux confondus.

Le projet a pour but de construire des latrines publiques pour les centres de santé et les écoles et propose le matériel nécessaire aux familles prêtes à construire des latrines. Trente familles ont déjà installé leurs propres toilettes sur les 200 prévues. Cette démarche ne va pas de soi car la plupart des réfugiés n'ont pas ou plus l'habitude d'utiliser des sanitaires. ACORD a déjà formé dix promotrices et promoteurs qui sensibilisent les résidents à l'importance d'utiliser des toilettes pour ne pas développer des maladies. Monika est l'une d'elles. Ce sont des jeunes qui savent lire et écrire qui ont été sélectionnés et formés aux approches universelles de promotion de l'hygiène. Ils apprennent aux enfants entre 5 et 12 ans – l'âge où les pratiques en matière d'hygiène s'acquièrent – les principes de base sachant qu'il est beaucoup plus facile de faire changer les habitudes des enfants que celles des adultes.

ACORD a aussi prévu de forer huit trous pour accéder à de l'eau potable. Il s'agit parfois de petits forages de 50 à 60 mètres : une pompe à main suffit à récolter l'eau. Quand l'eau n'est accessible qu'en profondeur, des forages sont réalisés par de grosses machines qui

RÉPARTITION INÉGALE DE L'EAU

Malgré les pompes à eau de l'EPER, les besoins en eau ne sont pas encore couverts pour les réfugiés du camp de Bidibidi.

9 À 13 LITRES D'EAU
disponible **par personne** et par jour, selon le village.

20 LITRES D'EAU
minimum vital **par personne** et par jour, selon les standards humanitaires

300 LITRES D'EAU
consommés en moyenne **par personne** et par jour en Suisse.

creusent à 150 ou 200 mètres. « C'est une opération très coûteuse. Et si, par malchance, l'eau est salée, il faut trouver un autre endroit », témoigne David Boyes. Quand les trous sont profonds, ACORD installe un système solaire pour pomper l'eau. Des réservoirs en hauteur et un réseau de conduites permettent ensuite d'acheminer l'eau au village où elle est disponible depuis une borne à robinets.

Dédommagement pour les locaux
L'EPER tient aussi compte de la population locale dans son approche. Toutes les infrastructures ou aides amenées bénéficient à 70% pour les réfugiés et à 30% pour la communauté, « un quota qui est devenu une règle dans les opérations humanitaires, précise Valentin Prélaz, chargé de programmes à l'EPER. Les réfugiés coupent des arbres, prennent de l'eau, et perturbent l'équilibre des résidents ougandais. En leur permettant aussi d'accéder aux infrastructures que nous mettons en place, c'est une forme de dédommagement pour éviter les conflits. »

Mohammed habite avec sa famille depuis des générations dans le village de Kui, du nom de la rivière qui passe non loin et dont la seule source d'eau potable sûre est située à 5 km du village. C'est dans ce village de 445 habitants qu'ACORD a choisi de forer un puits en compensation des dommages subis dans la région par l'arrivée massive des réfugiés. « Quand les ingénieurs sont arrivés pour nous en informer, c'était comme un rêve qui devenait réalité, relate Mohammed. Nous avons créé un comité de gestion de l'eau qui a aidé à identifier le meilleur endroit pour forer le trou et c'était dans mon champ de maïs. Ça m'est égal, car la valeur d'un puits est bien plus importante pour ma famille que ce bout de champ, tant que je reçois de l'eau ! » Les autres villageois étaient aussi très excités par la perspective du puits car depuis que des réfugiés font leurs besoins aux abords de la rivière Kui et y font boire leurs animaux, les villageois souffrent de diarrhée. Plus de 300 personnes pourront désormais bénéficier d'eau potable à demeure. Le comité est formé pour pouvoir maintenir la pompe à eau et une sensibilisation aux bonnes pratiques en matière d'hygiène est aussi prévue.

SOUDAN DU SUD
Aide d'urgence aux personnes déplacées
Et au Soudan du Sud ? L'EPER achève son projet humanitaire dans la ville de Yei (voir encadré) et démarre un nouveau projet dans l'Etat d'Equatoria-Central, dans deux comtés proches de la capitale Djouba. « C'est une région où règne une grande confusion, explique David Boyes. Notre action se déploie dans plusieurs villages des comtés de Jubek et de Terekeka, là où se concentre un très grand nombre de familles déplacées. » L'EPER a ciblé 4626 familles parmi les plus vulnérables. Comme en Ouganda, ACORD va travailler sur trois axes : l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, la distribution de nourriture de base pour les familles ou de semences pour les personnes disposant d'une parcelle de terre et enfin la distribution de moustiquaires, de couvertures et d'ustensiles de cuisine.

AIDE HUMANITAIRE À YEI

De janvier à octobre 2017, l'EPER et Terre des hommes ont uni leurs forces pour venir en aide à 26 000 personnes sur les 100 000 prises au piège dans la ville de Yei, au Soudan du Sud.

« A l'heure où je vous parle, des personnes meurent de faim et de soif. »

David Boyes, 46 ans, dirige depuis un an le programme de l'EPER au Soudan du Sud. Ce spécialiste indien de l'aide d'urgence relate les conditions de vie dans cette région.

Texte : Joëlle Herren Laufer
Photos : Dieter Wüthrich

Est-ce nouveau que les civils soient pris pour cibles au Sud Soudan ?
C'est un pays qui pratique la politique de la terre brûlée. Quand il y a un conflit, les maisons sont pillées, brûlées, les femmes violées et les hommes tués. Cela explique qu'il y ait plus de deux millions de personnes déplacées à l'interne et près d'1,9 million à l'étranger.

Comment les réfugiés sont-ils accueillis en Ouganda ?
Contrairement au Soudan du Sud, l'Ouganda est un pays stable avec une approche très progressiste. Tous les réfugiés qu'il accueille disposent des mêmes droits que les Ougandais, sauf le droit de vote ! C'est le bureau du premier ministre qui supervise le tout, aidé par le HCR pour les aspects techniques. Ce sont d'excellents coordinateurs de l'aide, attentifs aux besoins de la population.

Pensez-vous que les réfugiés sud-soudanais en Ouganda retourneront un jour chez eux ?
C'est dur à dire. Pour ceux dont les maisons ont été brûlées et les villages détruits, il n'y a pas forcément de raison qu'ils y retournent. Mais cela fait 60 ans que le Soudan du Sud est en conflit. Les gens le fuient puis y retournent dès qu'il y a une accalmie.

Les camps ougandais sont-ils sûrs en termes de sécurité ?
Le HCR déconseille vivement aux visiteurs de vivre sur place. Les camps sont dangereux pour les femmes seules avec des enfants. C'est d'ailleurs un gros problème pour les écoles et les centres de soins qui peinent à trouver du personnel car les enseignants et les soignants ne savent pas où loger à moins d'une heure trente de route alors qu'ils sont payés 20 dollars par mois !

Vous vivez à Djouba, capitale du Soudan du Sud. Comment se passe votre quotidien ?
C'est un défi de vivre à Djouba. Quand on circule, on est constamment arrêté par la police sous n'importe quel prétexte. Avec mon équipe, on s'est imposé un couvre-feu à 19h et tous les soirs, on contrôle que chacun est bien rentré.

Et pour les personnes déplacées au Soudan du Sud ?
C'est très compliqué. Il n'y a pas de gouvernance de l'Etat. Chaque parti ou ministère applique ses propres lois. Beaucoup de restrictions sont imposées aux ONG ; il faut demander des permissions pour tout, même pour apporter de l'argent sur le terrain. La corruption sévit à tous les étages.

Et comment fait l'EPER pour échapper à la corruption ?
Nous travaillons avec notre partenaire qui a une grande expérience du pays. Par chance, nos projets ne sont pas loin de la capitale, ce qui nous évite de devoir mandater une agence qui prend d'énormes commissions pour transférer l'argent.

Qu'est-ce qui motive votre action ?
Pendant que nous parlons, des personnes meurent de faim, de soif ou de maladie. Notre action est essentielle même si nous ne touchons qu'une petite proportion des personnes vulnérables.

CET ARTICLE VOUS A FAIT RÉAGIR ?

Faites un don
CCP 10-1390-5,
mention « Soudan du Sud »

Versement en ligne :
www.eper.ch/faire-un-don

HEKS EPER

Petits moyens, grands effets.

LES PHILIPPINS ONT REBONDI APRÈS LE PASSAGE D'HAIYAN

L'EPER était intervenue aux Philippines en 2013, suite au cyclone Haiyan, avec une aide d'urgence, de la reconstruction, des activités génératrices de revenus et de la prévention pour résister à d'autres catastrophes. Ce mandat s'achève sur un bilan très positif pour les populations concernées.

Texte : Nathalie Praz, responsable de l'aide humanitaire à l'EPER
Photos : Beni Basler

Le 8 novembre 2013 restera longtemps gravé dans la mémoire des Philippins, pourtant habitués aux catastrophes naturelles : les cyclones y sont fréquents, les inondations quasi annuelles et les tremblements de terre destructeurs. Le cyclone Haiyan, le plus puissant jamais enregistré, a causé la mort d'au moins 6300 personnes et des dégâts matériels pour près de 3 milliards de dollars ; il a affecté plus de 16 millions de personnes, aux Philippines principalement, mais aussi au Vietnam et dans le sud-est de la Chine.

Eau et nourriture en première urgence

Face à l'ampleur de ce désastre, le gouvernent a dû faire appel à l'aide internationale et la réponse a été importante et rapide. L'EPER n'a pas fait exception. Après dix jours, elle distribuait de l'eau et de la nourriture pour tenir deux semaines à 2028 familles dans le nord de l'île de Panay, un des endroits les plus touchés par la catastrophe. Cette réactivité a été possible grâce à la présence sur place d'un partenaire de longue date de l'EPER, Task Force Malapad, une ONG philippine présente dans l'île de Panay, au bureau de coordination à Manille qui peut compter sur une équipe expérimentée, et au déploiement d'une équipe d'aide d'urgence venue de Suisse.

Reconstruction de maisons

Dans une deuxième phase, l'EPER a mis en place un projet de reconstruction de maisons. Plutôt que de distribuer des kits d'urgence (bâches, cordes et outils) qui auraient protégé les familles de manière provisoire, l'EPER a décidé de lancer rapidement la reconstruction d'abris dits de transition : il s'agit de maisons construites rapidement mais qui ont malgré tout une durée de vie de dix à 15 ans au minimum, voire bien davantage si l'entretien est réalisé correctement. En dix mois, pas moins de 1817 maisons ont été reconstruites. Les destinataires de ces maisons ont été impliqués tout au long du projet, l'EPER fournissant le matériel et les conseils techniques pour s'assurer que les maisons puissent résister aux cyclones, les familles se chargeant de la main d'œuvre. Tout au long du projet, la tradition philippine du « bayanihan », l'aide entre voisins, a été respectée. Lors de la pose du toit des maisons, par exemple, il était courant de se

retrouver à 20 ou 30 voisins pour terminer en un jour ce moment important dans la reconstruction.

Travaux d'utilité publique rémunérés
Une majorité de la population avait perdu tous moyens de subsistance à cause du cyclone. L'approche « cash for work » a été appliquée pour remédier à l'absence de revenus. Elle consiste à motiver la population à participer à divers travaux en échange d'argent liquide. Cette approche a permis d'employer 2000 personnes pour une durée moyenne de 18 jours chacune. Une telle injection de liquidités dans des communautés très affectées par la catastrophe est cruciale pour permettre un relèvement rapide et éviter des distributions de biens continuelles, qui induisent une certaine dépendance envers les ONG.

Activités génératrices de revenus
Lorsque la première urgence est passée, que la population a de la nourriture, de l'eau et un toit sur la tête, il faut penser à remédier aux effets à plus long terme de la catastrophe, en redonnant des moyens de subsistance et en prévenant les conséquences néfastes de nouvelles catastrophes. Après de nombreuses discussions avec les personnes affectées, l'EPER a mis en place les actions les plus pertinentes, spécifiques de chaque type d'activités professionnelles. Plus de 2000 ménages de pêcheurs et de fermiers ont ainsi reçu du matériel en remplacement de tout ce qui avait été perdu à cause du cyclone. Mais au-delà du matériel, des formations ont été dispensées. Les résultats sont visibles, avec une augmentation générale de près de 30% des revenus.

Bases de subsistances solides
D'autres formations incitant à la diversification de la production biologique et à l'apprêt d'aliments comme les chips de bananes ou des légumes marinés ont été organisées, de même que des formations de pêcheurs en matière d'ostréiculture résistante aux changements climatiques ou pour la réparation des moteurs de bateaux. Ainsi, 1321 ménages se sont assurés des revenus plus élevés qu'avant le cyclone. Toujours dans une perspective de changement sur du long terme, 771 fermiers ont pu récupérer des terres injustement accaparées par de grands propriétaires et faire en sorte qu'elles ne puissent plus leur être reprises.

Prévention des catastrophes
Le gouvernement philippin a beaucoup investi dans des programmes de réduction des risques en cas de tremblement de terre, de cyclone, de tsunami ou d'inondation et la réponse d'urgence a été rapide et coordonnée. Malgré cela, il a rapidement paru évident que les communautés n'étaient pas préparées à faire face à des catastrophes majeures. L'EPER a donc conduit de nombreux exercices de simulation permettant à tous les acteurs impliqués dans une catastrophe (pompiers, armée, écoles, services de santé, etc.) de se préparer à réagir de manière efficace. La population est étroitement associée à ces exercices, participant activement et donnant des suggestions d'amélioration. Mais il manquait aussi des abris d'urgence. L'EPER a construit trois centres d'évacuation utilisés comme écoles en temps normal. Ces infrastructures qui comprennent cuisine,

« La réduction des risques en amont des catastrophes est intégrée à tous les projets de l'EPER situés dans des pays à risques. »

L'EPER fournit le matériel de construction et le savoir-faire, les bénéficiare se chargent de la construction. Environ 1800 habitations ont été reconstruites en dix mois.

douches, toilettes et eau potable récupérée des pluies en suffisance bénéficient à 602 élèves. Elles permettent d'héberger plus de 300 personnes en cas de catastrophe.

Fermeture du projet

Le projet d'aide humanitaire aux Philippines a duré trois ans et demi et s'est achevé au mois d'avril 2017. Le bilan est positif, tant au niveau de l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires sur l'île de Panay - plus de 37 000 personnes en ont bénéficié - que des infrastructures et des comportements à adopter en cas de catastrophe. L'EPER est confiante qu'en cas de petites catastrophes, le gouvernement et la population sauront réagir de manière appropriée. Elle restera toutefois à disposition s'il devait y avoir une catastrophe de grande envergure et est assurée que son organisation partenaire de longue date, Task Force Malapad, pourra, le cas échéant, aussi prendre la relève.

ACTUEL

PETER MERZ DEVIENT DIRECTEUR DE L'EPER

Depuis le 1er novembre 2017, Peter Merz a changé de casquette pour devenir le nouveau directeur de l'EPER, relevant ainsi Hanspeter Bigler de sa fonction de directeur ad interim. Cet ingénieur en génie rural de 54 ans, qui a vécu quatre ans au Mozambique, travaille depuis huit ans à l'EPER, d'abord en tant que responsable du Département Afrique et Amérique latine avant de devenir, il y a quatre ans, responsable de la Division internationale et membre de la Direction.

Il se réjouit de relever ce défi et compte bien rester proche des gens en faisant appel à sa vision participative de la fonction de directeur. Cette entrée en fonction correspond avec la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de l'EPER pour 2018-2022 qui vise la continuité avec une croissance modérée et un positionnement plus clair sur les thèmes prioritaires des divisions suisse et internationale.

JE JARDINE, TU JARDINES, NOUS JARDINONS…

Si vous souhaitez cultiver un petit potager tout en tissant des liens avec une personne nouvellement arrivée en Suisse, participez aux Nouveaux Jardins de l'EPER ! L'EPER lance la formule tandem pour créer des passerelles entre des habitants des quartiers où elle est présente et des personnes réfugiées. Chaque tandem s'organise librement pour cultiver ensemble régulièrement. Une rencontre mensuelle réunit tous les tandems pour favoriser une dynamique collective du jardin et les échanges en matière de jardinage.

Ouvre ton jardin !
Dans le même ordre d'idée, l'EPER recherche des propriétaires prêts à mettre un coin de leur jardin à disposition d'une famille réfugiée pour jardinage et plus si entente ! Une autre manière de s'investir dans l'intégration de personnes réfugiées.

Informations :
www.eper.ch/nouveauxjardins,
nouveauxjardins@eper.ch ou
021 613 40 70

AGENDA

Marché de Noël à Lausanne

Marché solidaire organisé par la FEDEVACO et Pôle Sud avec 43 associations proposant des cadeaux originaux et porteurs de sens.

14 ET 15 DÉCEMBRE, DE 17H À 22H
16 DÉCEMBRE, DE 11H À 20H
Restauration et buvette jusqu'à minuit

Lausanne/Flon – Centre socioculturel Pôle Sud, Av. Jean-Jacques Mercier 3

Grande veillée de Noël

16h30 Contes pour enfants
17h30 Célébration en famille
18h30 Chants d'Orient – Dida
19h30 Noël en gospels – Madrijazz
20h30 Concert d'orgue – J.-C. Geiser
21h30 Cantate 110 de Bach – chœur et orchestre de la Cathédrale, dir. J.-L. Dos Ghali
23h00 Culte – A. Joly
00h00 Illumination du parvis de la Cathédrale

La moitié de l'offrande récoltée sera attribuée aux réfugiés syriens à Beyrouth bénéficiant de l'aide de l'EPER.

24 DÉCEMBRE, DÈS 16H30
Cathédrale de Lausanne
Renseignements : André Joly, pasteur, 078 661 80 80

HEKS EPER

ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE

Secrétariat romand
Chemin de Bérée 4A
Case postale 536
1001 Lausanne

Tél. +41 21 613 40 70
info@eper.ch
www.eper.ch
CP 10-1390-5